

## La FAO propose les bases d'une gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire

L'ouverture commerciale n'a pas permis de diminuer la volatilité des marchés agricoles et la flambée des prix de 2007-2008 a passablement altéré la confiance dans la capacité des marchés internationaux à assurer seuls un approvisionnement alimentaire régulier : tel est le double constat d'Alexander Sarris, directeur de la division commerce et marché de la FAO. Pour y remédier, la FAO envisage notamment la mise en place d'un système de « réserve de production » et la création d'une chambre de compensation internationale garantissant la bonne fin des contrats d'approvisionnement et disposant de stocks pour pallier au défaut d'un vendeur. Ces propositions, qui attendent encore d'être opérationnalisées, reposent sur une coordination internationale indispensable pour relever le défi alimentaire.

Le thème de la sécurité alimentaire était au centre des discussions du dernier forum mondial sur l'agriculture, organisé conjointement par la FAO et l'OCDE les 29 et 30 juin. Au-delà des constats qui ont confirmé qu'aucun pays ne peut rester passif face aux menaces pesant sur sa sécurité alimentaire (*food security*), l'exposé d'Alexander Sarris, directeur de la division commerce et marché de la FAO, a avancé des propositions concrètes et novatrices sur les politiques à promouvoir à l'échelle globale.

Ses propositions partent d'un double constat. Tout d'abord, se basant sur un indicateur de volatilité des marchés internationaux de produits agricoles sur longue période, il met en évidence que la volatilité n'a pas été limitée par l'ouverture commerciale. Ce résultat empirique tendrait donc à valider la thèse des « risques endogènes » développée notamment par Jean-Marc Bousard, qui veut que les marchés agricoles soient structurellement instables et que l'ouverture commerciale ne joue pas le rôle de stabilisateur que lui prête la théorie classique du commerce international.

En second lieu, Alexander Sarris insiste sur l'érosion de la confiance dans la capacité du marché international à constituer une source d'approvisionnement assurée tant en quantité qu'en prix. Cette perte de confiance est certes une conséquence de la flambée des prix de 2007-2008, mais elle est aussi, en retour, une cause de cette flambée *via* l'instauration de mesures de rétorsion (barrières à l'export) appliquées dans de nombreux pays.

Sur ce dernier point, Alexander Sarris se démarque largement du discours habituel sur la responsabilité des seuls pays et de leurs mesures d'urgence. Il met davantage en avant le rôle des géants du commerce international de grains, les ABCD (pour ADM, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus), de n'avoir pas honoré certains contrats de livraison engagés avant la flambée. Cet élément est la base de sa seconde proposition.

Les trois propositions d'Alexander Sarris doivent encore faire l'objet d'une publication plus précise qui permettra d'en apprécier les modalités pratiques. **La première vise à promouvoir la définition de « réserves de production ».** À l'instar des programmes de jachères mis en place dans les années 1980-1990 dans plusieurs pays de l'OCDE, des surfaces en réserve pourraient être remises en production dans un délai de 6 à 10 mois en cas de prévision de tensions sur les stocks.

**La deuxième proposition, plus novatrice, vise à instaurer une chambre de compensation internationale pour garantir l'exécution des contrats d'approvisionnement de moyen et long termes.** Les parties prenantes s'engageraient à verser des dépôts pour garantir leur position. Dans le même temps, la chambre de compensation aurait pour rôle de constituer des stocks physiques pour pallier au défaut d'un vendeur. La possibilité de mobiliser des « stocks virtuels » sous la forme d'achat de contrats à terme est également évoquée.

**Enfin, la dernière proposition a pour finalité d'épauler certains pays à faibles ressources dans le financement de leurs importations en période de prix élevés.**

Ces propositions reposent toutes trois sur le principe d'une coordination à l'échelle internationale forte et crédible qui reste largement à construire. Les mois à venir nous montreront comment la communauté internationale intégrera ces propositions de l'organisation romaine. En tout état de cause, la FAO serait, de par son expertise reconnue d'institution onusienne, la mieux placée pour mettre en place ce que l'on peut considérer comme les premiers fondements d'une gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire.

**Frédéric Courleux**  
Chargé de mission Économie agricole  
Bureau de la prospective, de la stratégie et de l'intelligence économique  
**Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation**